

<https://www.aefinfo.fr/depeche/706996>

✍ Elise Le Berre

🕒 5 min read

Grève du 6 février dans l'Éducation nationale : 9,5 % de personnels grévistes dans les collèges (MEN)

Après une importante mobilisation des personnels de l'Éducation nationale jeudi dernier, 9,5% des personnels de collège sont en grève le 6 février 2024, selon le ministère de l'Éducation nationale. Ils répondent à l'appel du Snes-FSU, de la CGT Éduc'action et de SUD-Éducation. Le Snes-FSU annonce quant à lui 40 % de professeurs de collège en grève. L'intersyndicale (FSU, Unsa Éducation, Sgen-CFDT, CGT Éduc'action et SUD-Éducation) appelle à "une action dans la durée" avec une "semaine d'actions" du 5 au 9 février, et demande l'abandon des mesures du "choc des savoirs".



"40% des professeurs de collège sont en grève aujourd'hui, cinq jours après une première journée de grève réussie", indique le Snes-FSU. Shutterstock - Alexandros Michailidis

Cinq jours après une première journée de mobilisation, 3,2 % des personnels de l'Éducation nationale sont en grève le 6 février 2024, selon les chiffres du ministère, qui ne précise pas les chiffres concernant les enseignants.

Ils répondent à l'appel à la grève du Snes-FSU, de la CGT Éduc'action et de SUD-Éducation, tandis que l'intersyndicale (FSU, Unsa Éducation, Sgen-CFDT, CGT Éduc'action et SUD-Éducation) soutient "un plan d'action dans la durée".

La Fneq.FP.FQ, quant à elle, "soutient toutes les initiatives prises pour la satisfaction des revendications (reconduction de la grève, blocage d'écoles, rassemblements, délégations en direction des représentants de la ministre...)".

"C'est la preuve d'une colère profondément ancrée" (Snes-FSU)

Précisément, 9,5 % des personnels sont en grève dans les collèges, 3 % dans les lycées professionnels et 5 % dans les LEGT. La mobilisation est donc moins importante que lors de la grève du 1er février dernier, où 17 % des personnels de l'Éducation nationale étaient en grève, selon les chiffres du ministère.

Dans les écoles, 0,35 % des personnels sont en grève, selon le ministère. Pour rappel, le Snuipp-FSU n'a pas appelé à la grève aujourd'hui, en raison des délais pour se déclarer gréviste ([lire sur AEF info](#)).

Pour cette deuxième mobilisation, le Snes-FSU annonce, de son côté, 40 % de professeurs de collège en grève (contre "plus d'un sur deux" lors de la précédente grève). "C'est la preuve d'une colère profondément ancrée chez nos collègues", soutient le syndicat enseignant, qui "exige l'abandon de l'ensemble des mesures 'choc des savoirs' au collège comme au lycée".

La mise en place des groupes de niveaux "consiste à trier les élèves", explique sur [franceinfo](#) Sophie Vénétiay, secrétaire générale, ce qui "heurte fondamentalement notre identité de professeurs : nous n'avons pas choisi d'être professeur pour trier les élèves, mais pour tous les faire réussir".

Mais, "au-delà de ces mesures, la colère de nos collègues se cristallise aussi sur le mépris pour l'École publique manifesté jusqu'au plus haut niveau du ministère", poursuit le syndicat des personnels enseignants. "L'école publique est en train de s'effondrer, le

collège est en train d'être démantelé, on ne peut pas rester sans réaction", estime Sophie Vénéitay.

Une pétition et "un rebond fort et durable en mars"

Dès lors, l'intersyndicale "s'engage dans la construction de l'action dans la durée", qui passe notamment par une "semaine d'actions" du 5 au 9 février, avec des "rassemblements à l'occasion des instances départementales et académiques".

Autre moyen de mobilisation : une pétition dans laquelle elle dénonce "les fondements d'une politique au détriment des élèves les plus fragiles et socialement défavorisés", et "des conséquences qui ne feront qu'aggraver les conditions de travail des enseignantes et enseignants, mais aussi de tous les personnels". L'intersyndicale demande "l'abandon de ce projet de réforme, et un investissement massif pour l'École publique et la réussite de tous les élèves".

Enfin, elle annonce aussi "s'engager dans la préparation d'un rebond fort et durable de l'action en mars pour le service public d'Éducation et ses personnels".

Generated with Reader Mode